

Webinaire – Quels rôles les Projets Alimentaires Territoriaux peuvent-ils jouer dans l'accompagnement de la résilience alimentaire en Outre-mer ?

Compte-rendu

Ce webinaire a eu lieu le mardi 3 juin de 14 h à 16 h. Il a été enregistré et est disponible en rediffusion sur la chaîne YouTube France PAT.

Introduction :

Ce webinaire s'inscrit dans l'ambition de partager les bonnes pratiques et de favoriser l'interconnaissance des PAT dans les territoires d'Outre-mer.

Le sujet du webinaire est de questionner quels rôles les **Projets Alimentaires Territoriaux** peuvent jouer dans l'accompagnement de la **résilience alimentaire en Outre-mer**.

La Chaire Unesco Alimentation du monde définit la résilience alimentaire comme la capacité d'un système alimentaire et de ses éléments constitutifs à garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, malgré des perturbations diverses et imprévues.

Les territoires d'Outre-mer, marqués par leur éloignement et la vulnérabilité de leurs écosystèmes face aux crises alimentaires et économiques, présentent des spécificités qui rendent cette question particulièrement cruciale. Leur forte dépendance aux importations alimentaires et agricoles accentue la nécessité de stratégies adaptées pour renforcer leur autonomie et garantir un système alimentaire résilient.

Dans ce cadre, les Projets Alimentaires Territoriaux se révèlent être des leviers **stratégiques essentiels** : par leur approche globale, ils favorisent le développement des filières locales, la promotion d'une production agricole adaptée aux spécificités climatiques et culturelles, la réduction de la dépendance aux importations, la mobilisation de la commande publique et la mise en place de politiques éducatives cohérentes sur l'alimentation.

Ce webinaire permettra d'explorer plusieurs problématiques centrales :

- Comment les PAT peuvent-ils intégrer la résilience alimentaire et encourager une prise de conscience collective dans les territoires d'Outre-mer ?
- Quelles stratégies pour accompagner les filières agricoles et les producteurs locaux ?
- Quel rôle spécifique les PAT peuvent-ils jouer dans cette dynamique ?

Programme

Animation :

Zoé Mikol, chargée d'études en alimentation de proximité et en agriculture urbaine à Chambres d'agriculture France

Lou Guillouard, chargée d'études Outre-mer, Service Stratégies et Outre-mer à Chambres d'agriculture France

Paul Mazerand, Responsable de l'animation de réseaux à Terres en Villes

Introduction

Louison Lancon Daumas, cheffe de projets et co-fondatrice de Let's Food

L'association Let's Food accompagne les territoires dans la construction de systèmes alimentaires durables, résilients et solidaires, en s'appuyant sur la **coopération territoriale** et l'échange de bonnes pratiques aux niveaux local, national et international.

Dans ce cadre, l'association a développé un **MOOC** : une formation en ligne dédiée aux enjeux agricoles et alimentaires des territoires. Ce programme recense les politiques publiques et les initiatives locales afin de renforcer les compétences autour de quatre axes essentiels :

1. Sécurité alimentaire
2. Durabilité socio-économique
3. Durabilité environnementale
4. Gouvernance alimentaire dans les territoires d'Outre-mer

Let's Food souligne trois notions clés pour garantir la pérennité d'un système alimentaire : **résilience, durabilité et territorialisation**.

Les principaux risques pour l'alimentation des territoires d'Outre-mer :

- Dépendance aux importations alimentaires, fragilisant l'autonomie alimentaire
- Production locale structurellement limitée, entravant la diversité et l'accessibilité des ressources
- Filières locales peu structurées, freinant le développement économique
- Prix alimentaires plus élevés qu'en Métropole, impactant la sécurité alimentaire des populations
- Inégalités économiques et sociales, accentuant l'insécurité alimentaire.

Pistes et leviers pour renforcer la résilience alimentaire des territoires ultramarins :

- Diversifier les productions agricoles pour favoriser l'autonomie alimentaire
- Créer des réseaux d'acteurs solidaires et interconnectés pour structurer les filières locales
- Développer l'autosuffisance alimentaire en renforçant la production locale
- Mobiliser les outils structurants, tels que les **Projets Alimentaires Territoriaux, pour accompagner la transition vers un système plus résilient**.

Échanges et témoignages des PAT des Outre-mer :

Karen Toris, Responsable Ruralité et Agriculture, PAT de l'Espace Sud Martinique

Karen Toris a présenté le PAT ainsi que ses objectifs principaux :

- Favoriser une alimentation locale, saine et accessible à tous
- Relocaliser l'agriculture et l'alimentation sur le territoire
- Fédérer les acteurs autour des enjeux de transition agricole, environnementale et alimentaire

Les trois enjeux du PAT de l'espace Sud :

1. **Une alimentation locale, saine et de qualité** accessible à l'ensemble des habitants.
2. **Une restauration collective engagée**, valorisant la production locale et encourageant l'évolution des habitudes alimentaires.
3. **Un tissu agricole et un secteur halieutique durables**, favorisés par la mise en réseau des acteurs.

Forum de l'alimentation locale – 13 mars 2025 : cet événement majeur a permis la co-construction et l'implication de nombreux acteurs. Il a rassemblé 110 participants, bien au-delà de l'objectif initial de 80.

Points positifs du forum :

- Une forte mobilisation : 110 participants
- Une belle visibilité médiatique : 6 reportages et articles
- Une représentativité équilibrée des acteurs, de la production à la consommation, appréciée par les participants
- Présence de cinq élus, renforçant la légitimité du projet
- Un budget maîtrisé : 3 260 euros (hors objets promotionnels)

- Une cohérence globale : lieu à vocation agricole, traiteur mettant en avant les produits locaux et engagé dans une démarche environnementale
- L'implication des collègues des autres directions et des partenaires
- Une satisfaction générale des participants, saluée dans les retours

Prochaines étapes : Suite au forum, **20 fiches actions** ont été élaborées pour le PAT afin de structurer la mise en œuvre des initiatives.

=> Retrouvez toutes les actualités du PAT ici : <https://espacesud.fr/pat/>

Reine-Claire Galmar, Responsable du service Ville en Transition, PAT de L'Entre-Deux La Réunion

Reine-Claire Galmar a présenté le PAT de l'Entre-Deux, inscrit dans la dynamique d'une petite ville créole de demain, en zone rurale.

La nouvelle mandature de 2020 a fait de l'agriculture durable un axe central de ses orientations, contribuant ainsi à renforcer la souveraineté alimentaire du territoire. Un **dialogue territorial** a été initié, réunissant partenaires institutionnels et opérateurs économiques afin de définir l'avenir de l'agriculture à La Réunion, et plus spécifiquement à l'Entre-Deux.

L'objectif affirmé est celui de l'**autosuffisance alimentaire durable**, garantissant la protection du **capital santé** des habitants, selon la philosophie : "**Not mange, not santé**" "**Nout ter, nout agrikulture**"

Pilotage et gouvernance : pour structurer cette initiative, la commune de l'Entre-Deux a mis en place :

- **Un comité de pilotage**, composé d'élus et d'acteurs publics associés.
- **Une équipe technique**, dédiée à la mise en œuvre des orientations stratégiques.

Le **PAT de l'Entre-Deux** s'inscrit également dans une approche transversale, intégrée aux dispositifs "**Petite Ville de Demain**" et au **Plan de Transition Écologique** de la commune.

Une gouvernance économique innovante : OSPAAL

Validé en bureau politique, le programme est porté par une structure favorisant une interaction équilibrée entre le secteur privé et les services publics. Ce modèle économique fonctionne dans le cadre d'un **Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE)** et prend le nom de **OSPAAL (Organisation Solidaire pour la Production Agricole et Alimentaire Locale)**.

OSPAAL vise à structurer et gérer l'agriculture locale à travers des modèles adaptés et reproductibles. Il comprend un **groupement de commande** destiné à la **restauration collective**, favorisant l'augmentation significative de la part de **production locale** dans l'alimentation des habitants. Une **SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)** a été créée pour **animer le PTCE OSPAAL**, garantissant une gouvernance participative et dynamique.

Une initiative complémentaire : CODACOMR

En parallèle, la commune a été à l'initiative de la création du **groupement de commande CODACOMR**, dédié aux **denrées alimentaires** pour la **restauration scolaire**.

Danylo Tailame, agriculteur à La Réunion et président de l'association de producteurs "Producteur Et Fermier Du Grand Sud"

Présentation de l'association "**Producteur Et Fermier Du Grand Sud**" par son président, Danylo Tailame, agriculteur en maraîchage, arboriculture et canne à sucre à Saint-Pierre de La Réunion. L'association, composée de **35 agriculteurs adhérents**, porte différentes actions en faveur de la résilience alimentaire, telles que des actions éducatives dans les collèges, une distribution aux Banques Alimentaires, ou la création d'une marque locale "Ici c'est Péi". Danylo Tailame a également présenté le projet d'agrotransformation "nout'racine". Ce projet consiste en l'achat par l'association d'un petit atelier de conditionnement de légumes racines et tubercules, notamment pour approvisionner la restauration collective locale.

=>Pour en savoir plus, contactez danylo.tailame@outlook.fr

Perspectives globales : Pour une plus grande territorialisation des politiques publiques agricoles

Pamela OBERTAN, MCF science politique UA, Docteur en droit international (UQAM, Canada) et docteure en science politique (UA)

L'histoire et les choix économiques ont façonné des territoires dont la **résilience alimentaire** reste fragile. Parmi les principaux facteurs :

- **Un héritage colonial marqué**, ayant favorisé une agriculture tournée vers l'exportation, reléguant les "petites agricultures" en marge du système.
- **Des décennies de politiques publiques orientées vers la modernisation et la compétitivité agricole**, souvent décidées hors des territoires (PAC, volontés d'industrialisation et de structuration des filières).
- **Des dispositifs spécifiques pour les Outre-mer**, tels que le **POSEI** (Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité), visant à stimuler la compétitivité et structurer les filières agricoles ultramarines.

Les conséquences d'un modèle agricole dual

Malgré les aides, ce modèle a fragilisé l'agriculture locale et accentué les disparités : Entre 1989 et 2010, le nombre de chefs exploitants et co-exploitants en Guadeloupe est passé de 16 632 à 7 937, soit une diminution de 47 % en 21 ans. Une forte disparition des exploitations agricoles, avec 400 fermes qui ferment chaque année. Une concentration de la production sur quelques filières, avec 43 % orientée vers les fruits-banane et 42 % vers les grandes cultures de canne à sucre. Fin progressive des protections : suppression des subventions et arrêt de l'OCM Sucre, mettant encore plus en difficulté les exploitants.

Un système alimentaire en tension

Ce modèle est parfois qualifié de "**schizophrène**", oscillant entre :

- **Une agro-industrie dépendante de la chimie, des importations et de la mondialisation**
- **Une volonté de retour à une alimentation locale et agroécologique**

Les voies vers une résilience alimentaire renforcée

Pour remédier à ces fragilités, plusieurs pistes de **territorialisation des politiques publiques** émergent :

- **Mieux connaître les territoires** et identifier les besoins des acteurs locaux
- **Placer les producteurs et les citoyens au cœur des décisions**
- **Favoriser une écoute active et une concertation flexible**

- **Adapter les lois et statuts** en fonction des réalités locales

Conditions de réussite pour un modèle alimentaire durable :

- **Une co-construction démocratique**, impliquant chercheurs, agriculteurs, politiques et citoyens dans toutes les phases de décision
- **Des espaces de rencontre ouverts et inclusifs**, tels que les Living Labs
- **Un financement local et participatif**, avec des budgets votés sur le long terme
- **Une gouvernance souple et évolutive**, encourageant l'expérimentation et la prise en compte du long terme
- **Un personnel qualifié et formé, avec des compétences variées** : gestion des conflits, arbitrage stratégique, rédaction de rapports et financement des projets

DIPLOME D'ETABLISSEMENT CHEF DE PROJET EN ALIMENTATION DURABLE OPTION COLLECTIVITE TERRITORIALE

POUR la première fois, il sera possible de débiter ce cursus en étant basé en Guadeloupe, à l'université des Antilles, campus de Fouillole

1^{ère} semaine de cours du 8 au 12 SEPTEMBRE 2025 à l'université des Antilles

2^{ème} semaine en distanciel : 8 fois ½ journée de cours en visio, de 9 à 12H, 2 fois en octobre, 2 fois en novembre, 1 fois en décembre, 1 fois en janvier

3^{ème} semaine à Mouans Sartoux du 19 au 23 janvier 2026 pour la partie pratique

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : 18 juillet 2025

CONTACT : pamela.obertan@univ-antilles.fr et Andre.GIAUFFER@univ-cotedazur.fr

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE PROGRAMME :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/de-chef-de-projet-en-alimentation-durable-option-collectivite-territoriale#inscriptions>



Conclusion : Mawoner – Résistance et alternatives

Face aux crises, la résilience alimentaire passe par l'innovation et la contestation : **Ne pas hésiter à sortir du cadre et accélérer la transition. Transformer les contraintes en opportunités pour inventer de nouveaux modèles agricoles et alimentaires.**

Vous n'étiez pas disponible pour suivre ce webinar ? Réécouter les différentes interventions :
<https://youtu.be/nYZHoK55lu0>